

VENEZUELA, DU MIRAGE AU DÉSASTRE POUR UNE CRITIQUE MATÉRIALISTE DE LA DYSTOPIE BOLIVARIENNE

FABRICE ANDRÉANI *



« Exiger que [l'homme] renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. »

(Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843).

Sur les six dernières années, la plupart des Vénézuéliens ont subi, de l'avis de la quasi-totalité des économistes et historiens, la pire dégradation de leurs conditions d'existence depuis le 19^e siècle. De fait, on peine à trouver dans l'histoire contemporaine un processus de destruction matérielle, institutionnelle et morale d'une société aussi fulgurant que celui-ci. Tout du moins en temps de paix. L'inflation y a été chaque année la plus forte au monde, la production de pétrole et le PIB ont chuté de plus de 70 %, les importations étatiques de produits de première nécessité et matières premières, de 80 %, le salaire minimum, de 90 %. À partir de 2016, celui-ci n'a guère dépassé les 10 % du panier de base et, sur fond de déliquescence terminale des services publics et infrastructures (eau, électricité, hôpitaux, transports, banques, établissements scolaires, etc.) et de dollarisation *de facto* de l'économie – dont les démarches bureaucratiques les plus élémentaires et prébendes associées –, la situation alimentaire et sanitaire est devenue résolument alarmante, entre niveaux critiques de dénutrition et mortalité infantiles

* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 (TRIANGLE).

et maternelles, disparition de traitements vitaux et réapparition d'épidémies oubliées, avec, en prime, des taux record d'homicides, d'impunité et d'implication d'agents de l'État dans les premiers¹. À l'instar des queues kilométriques et des émeutes devant les commerces vigilés et des pillages des autres, ou des lynchages de délinquants allégués, cela fait bientôt quatre ans que l'exode de citoyens de tous horizons politiques et sociaux a pris son rythme de croisière actuel, dépassant en 2019 les 4 millions de départs depuis 2014 (pour 32 millions d'âmes), dans des conditions de plus en plus précaires, sinon mortelles (notamment en mer et/ou *via* des réseaux de traite).

Dans le même temps, avec le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), Nicolás Maduro a présidé à un 18 Brumaire continu et incrémentiel, jusqu'à sa pseudo-« réélection » en 2018. Élu en 2013 avec près d'un million de voix de moins que Hugo Chávez six mois plus tôt, pour un score ultra-serré et violemment contesté (une dizaine de morts), mais jamais audité, Maduro

était appelé à « dégager » dès 2014, quatre mois durant. Un mouvement d'abord étudiant contre l'insécurité physique et matérielle, phagocyté par des politiques « radicaux », mais inhabituellement populaire. Et écrasé au prix d'une quarantaine de morts – une majorité aux mains d'agents de l'État et de « collectifs » paramilitaires –, des centaines d'arrestations et plusieurs destitutions d'élus antichavistes. Fin 2015, la Table de l'unité démocratique (MUD) reflait les deux tiers de l'Assemblée nationale. Depuis, avec l'aval d'un tribunal suprême de justice « réinvesti » *ex ante* par les perdants, qui a derechef amputé cette majorité synonyme de quasi-cohabitation² de trois députés pour des « fraudes » jamais avérées, Maduro a gouverné *via* un « Décret d'État d'exception et d'urgence économique » reconduit *ad infinitum*. Fin 2016, sur fond d'immenses manifestations, le Conseil national électoral (acquis au PSUV) bloquait tout aussi arbitrairement les élections syndicales et régionales et la tenue d'un réfé-

¹ Respectivement d'entre 60 et 80 pour 100 000 habitants (selon les sources et modes de comptage), 90 % et 30 % depuis 2016.

² Permettant notamment de légiférer et bloquer des décrets, cogérer le budget et (dé)placer ministres et autorités.

rendum de révocation du président à mi-mandat – appuyée par la MUD, l'extrême-gauche non chaviste et diverses figures historiques du chavisme. Au premier semestre 2017, après que le ministère public – chaviste – ait pris le parti de l'Assemblée contre ledit tribunal, le gouvernement a affronté les protestations les plus massives, transclassistes et continues que le pays ait connues de mémoire d'homme, ainsi qu'une vague d'insubordination militaire traduite par quelques escarmouches tardives. Érigé en chef d'une « guerre au terrorisme » soldée par 150 morts – les deux tiers *via* la répression –, des milliers d'arrestations, plusieurs dizaines de procès militaires express contre des civils et autant de cas de torture de détenus et d'extorsion de leurs proches, Maduro a « convoqué » – sans référendum – une « Assemblée constituante plénipotentiaire »³, « élue » via un mode de scrutin assurant d'avance la victoire des siens⁴.

Ayant imposé aux régionales et municipales suivantes des conditions tout aussi inéquitables à la MUD qu'à ses propres « soutiens critiques » (des communistes aux « communnards »)⁵, le chavisme-madurisme a neutralisé les partis et (dernières) candidatures crédibles pour la présidentielle et bloqué toute inscription électorale de migrants partis après 2015.

Nonobstant plusieurs cas d'assassinats de militants et cadres chavistes par des opposants depuis 2013 à force de rage et de paranoïa accumulées, parler de « radicalisation de part et d'autre » relève de l'ignorance, du calcul cynique ou d'un narcissisme identitaire lâche et mortifère. Mettre dos à dos un appareil (para)militaro-judiciario-mafieux surarmé et des bandes d'étudiants plus ou moins « radicalisés » – à tous les bouts du spectre politique – et/ou de jeunes déshérités, équipées au mieux d'armes artisanales, faire de toute aumône

³ Boycottée par la MUD et qui n'a, en deux ans, rien rédigé en la matière.

⁴ Avec un volet territorial surreprésentant à l'envi les zones rurales – dépeuplées –, et un volet corporatif hasardeux et excluant 5 millions de votants. On estime qu'entre 25 et 50 % des 8 millions de voix revendiquées sont frauduleuses.

⁵ Entre méconnaissance des candidats unitaires ou chavistes non alignés, déplacements massifs de centres de vote la veille du scrutin, pointage obligatoire des bénéficiaires d'aides – voire contrôle *in situ* du vote – et inversion des scores.

ou microfinancement partisan perçu une preuve d'enrégimentement martial, les connecter à la dissidence militaire, et par extension à un sempiternel « axe » reliant Washington à l'est de Caracas via Bogotá... tout ceci conforte la version bolivarienne d'une *doxa* policière universelle. Mais une *doxa* des plus obscènes dans un pays où circulent des millions d'armes à feu de tous calibres. Et où, singeant les chefs du PSUV qui jouent les procureurs à la télévision (tels Diosdado Cabello) et les journalistes dociles qui dominent les médias, publics comme privés, les mercenaires idéologiques invétérés de la révolution, mais souvent aussi les adeptes plus ou moins savants du pas de côté amnésique, se « sourcent » aux fiches d'une police qui en vingt ans a torturé à mort et fait disparaître au moins autant de proies qu'en quarante ans d'ancien régime – et « découvre » des armes de guerre à loisir dans les permanences, voitures ou chambres à coucher des élus d'opposition. Côté militaire, s'il y a eu des actions anti-gouvernementales ponctuelles ou tuées dans l'œuf depuis l'été 2017, il est douteux que chacun des quelque 100 soldats encore incarcérés en aient été – contrairement aux « superflics » Oscar Pérez et consorts, achevés d'une

balle dans la tête en reddition ; et l'on remarquera au passage que ce sont plutôt des gradés chavistes anti-Maduro qui ont sollicité l'aide de « l'Empire ». Quant aux rares procédures menées à terme contre des opposants d'envergure, quantité ont été reniées de A à Z par leurs procureurs ou juges (exilés) – comme ceux qui ont condamné le « fasciste » Leopoldo López à 13 ans de prison pour un discours. Cependant que le lot commun des prisonniers politiques, plus de 300 actuellement, est d'attendre des mois avant de voir un juge, sinon un avocat – une dizaine étant, à l'inverse, retenue en otage contre l'avis des tribunaux.

La revendication de la « présidence intérimaire » depuis début 2019 par le chef de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, soutenu notamment par les États-Unis et le gros de l'Union européenne, a accru les fissures au sein du chavisme prétorien, haut gradés compris, dont le n° 1 de la police politique SEBIN, exilé aux États-Unis après un putsch frustré le 30 avril. Mais la stratégie de Guaidó n'a pas été suivie massivement, sur fond d'un énième regain répressif et de popularisation de la croyance en une miraculeuse « intervention chirurgicale » *gringa* – bien au-delà de l'antichavisme –, sous

l'effet croisé de la surenchère discursive de Guaidó et de la Maison-Blanche, et de son double « anti-impérialiste », national et euro-latino-américain⁶. En outre, les « guaidistes » ne se sont guère concertés avec le monde syndical, qui a repris les rues depuis 2018 et se trouve plus que jamais persécuté, à l'instar des travailleurs opposant leur expertise à la propagande sur le « sabotage » de centrales électriques – avant et après la « mégapanne » de mars –, ou d'hôpitaux. Quant à l'éventualité de nouvelles conjonctions entre protestataires de *barrios* populaires, cortèges oppositionnels ou dissidents, et/ou militaires anti-Maduro, notons qu'à Cotiza (Caracas), où une rébellion dans une caserne avait fait tache d'huile peu avant la « proclamation » de Guaidó, une demi-douzaine de civils ont subilement sortis des razzias (para-) militaro-policières, baptisées « Opérations de libération et protection du peuple », et les « forces spéciales » FAES réservent depuis 2015 aux jeunes hommes pauvres et délinquants allégués : traqués jusque dans leur lit et exécutés

sans autre forme de procès, chez eux ou dans des ruelles adjacentes. À l'aune de cet état de fait, et vu que la vaste majorité des plus de 20 000 homicides imputables à l'État sous Maduro relèvent d'exécutions extra-judiciaires (sans affrontement tangible), même les criminologues issus du chavisme n'hésitent plus à comparer le régime à ceux « de sécurité nationale » des années 1970-1980 dans le Cône Sud, ultime totem-épouvantail du fétichisme pseudo-anti-impérialiste.

N'en déplaise à la dernière demi-poignée de croyants en l'existence d'une « guerre économique » antirévolutionnaire menée par un fantasmagorique « bloc » impérialiste-oppositionnel-patronal, le gouvernement émettait déjà, et depuis plus d'un an, des bons de la dette on ne peut plus « odieux », plutôt que de la restructurer de concert avec les députés (au risque d'en dévoiler les secrets) lorsque, fin 2017, la pétrolière nationale PDVSA et la République ont été interdites d'accès à Wall Street. Les premières sanctions américaines impactant sans équivoque les

⁶ Du reste, un bataillon de 600 civils et militaires posté côté colombien de la frontière par un général chaviste dissident lors de la tentative tragicomique d'acheminement unilatéral d'aide humanitaire a été stoppé net par... le président Iván Duque.

comptes publics et le secteur privé – ou ce qu’il en reste –, à savoir l’embargo *de facto* sur le pétrole de PDVSA (début 2019) et le gel des actifs publics restants sur le sol *yankee* (été 2019), commencent à peine à faire sentir leurs effets. En attendant donc de rendre à César ce qui lui reviendra, force est de rappeler que si la chute des cours du brut de 2014 a donné le coup de grâce aux dispositifs redistributifs (re)mis en place dix ans plus tôt – dont les « missions » de santé, alimentation et éducation –, dès la fin des années 2000, faute de réformes fiscales significatives depuis 1999, ceux-ci n’étaient soutenables qu’au prix d’un endettement croissant, au Nord comme auprès de la Russie et de la Chine. Aussi n’ont-ils vivoté entre-temps, comme le reste de l’« État communal » réellement existant en ville et à la campagne – en parallèle aux anciens établissements publics alors déjà pillés et/ou asphyxiés –, que grâce à une main d’œuvre aussi « participative » qu’informelle (très souvent féminine), et virtuellement gratuite (entre paye au lance-pierre et abus de planche à billets). Et dont la « loyauté » est aujourd’hui gratifiée de l’accès privilégié aux (maigres) paniers d’aliments des comités locaux d’approvisionnement et production (CLAP,

qui ne produisent rien) ... et du droit d’en priver les « traîtres » avoisinants de tout ou partie. Ce sans oublier la force de travail des « camarades » professionnels cubains (médecins et autres), dont l’État-patron insulaire conserve plus de 75 % du salaire – outre les passeports *in situ*.

À l’été 2012, quand, au terme d’une campagne ultra-dispendieuse, le gratin de la « gauche de la gauche » européenne se pavanait à Caracas aux côtés d’un « commandant intergalactique » moribond – littéralement crucifié sur l’autel de « la survie de la révolution » – et s’apprêtant à léguer à son dauphin une dette publique trois fois plus élevée qu’en 1998, le navire était pour ainsi déjà gorgé d’eau, malgré l’optimisme régnant sur le pont : d’un côté, production déclinante, sinon en berne, dans le secteur public et stagnante dans le privé, pénuries chroniques, vétusté avancée des systèmes électriques et d’eau courante et du bâti public, explosions de raffineries, marées noires, débordements d’eaux usées, etc. ; de l’autre, recrudescence du travail informel, persistance tous azimuts, mais primordialement dans la « bolibourgeoisie », de la captation frauduleuse de devises à taux préférentiel et de la fuite

de capitaux, de la contrebande de biens régulés (ou régulés comme l'essence) et de première nécessité, du trafic d'armes et de cocaïne, et nouvelle ruée vers l'or (et les diamants, le coltan, le cobalt, la bauxite, etc.) de travailleurs et travailleuses pauvres, bandes et groupes armés locaux et colombiens (ELN, FARC) et unités militaires dans l'Arc minier de l'Orénoque – baptisé ainsi par Chávez, accouché par décret de son héritier en 2016, et où l'alliance « écosocialiste » entre transnationales de tous crus⁷ et firmes militaires menace les principales réserves d'eau du pays et de diversité naturelle du continent. Aussi Chávez, ce « roi Midas inversé » (Jeudiel Martínez) qui semblait frapper de nécrose tout ce qu'il touchait sur un air de « *the show must go on* », non content d'avoir laissé ses frères d'armes vider les caisses des entreprises nationalisées après sa réélection de 2006 (mines, minerais, énergie, sidérurgie, télécoms, banque, agro-alimentaire, tourisme, etc.) et réprimer à loisir les ouvriers qui les dénonçaient, ne cessa-t-il jamais d'inaugurer des projets plus pharaoniques les uns que

les autres⁸. Une vaste majorité d'entre eux se sont avérés mort-nés, à l'instar, entre mille autres, des centrales thermo-électriques facturées en dizaines de milliards de dollars qui font cruellement défaut aujourd'hui ; ou précocement croulants, comme nombre des dizaines de milliers de logements sociaux – chèrement – construits à compter de la « mégacampagne » de 2011-2012. Pour le reste, tandis que les travailleurs d'État devaient choisir entre leur statut et le droit de grève ou de (non) manifestation, dans le silence complice et au profit de notables chavistes ou associés, paysans sans terre et indigènes continuaient de tomber sous les balles des milices latifundistes et minières, et petits et moyens propriétaires agricoles et commerçants à se voir extorqués, ou à défaut expropriés (en *live* à la télé).

Telle était l'amère réalité de la « construction du socialisme du 21^e siècle » à coups de décrets-lois, moquant la « victoire de merde » (*dixit* Chávez) du « non » au référendum de 2007 sur la réforme constitutionnelle éponyme – victoire érigée par les

⁷ Canada, Chine, Suisse, Italie, Émirats, Congo, Angola, Turquie, Palestine...

⁸ Avec Odebrecht (qui a battu là ses records d'incomplétude), ses concurrents chinois, mais aussi iraniens, biélorusses...

ignares en gage de démocratie. Et qui, en sus de parachever la mise au pas du « pouvoir populaire » au nom de « la guerre asymétrique contre l'Empire », a notamment légalisé la mise sous tutelle de territoires décrétés « stratégiques », comme la mairie de Caracas et l'État central du Miranda, remportés par l'opposition en 2008 et 2017 (comme quatre autres États en 2017). Si c'était là un résultat indirect du boycott des législatives de 2005 par l'opposition, alors plus nettement bourgeoise et patronale et qui avait échoué à défaire Chávez tour à tour via un coup d'État civico-média-tico-militaire, trois mois de grève/lock-out à PDVSA et un référendum révocatoire (2002-2004), reste qu'au sortir de cette longue crise révolutionnaire à front renversé, le gouvernement avait déjà pour lui l'essentiel des armes et des juges : les premières, de par l'hybridation typique de ce genre de conjoncture entre « bandes d'hommes en armes » (Engels) de tous crus – (ex)groupes militaires anti et proguérilla, unités anti-émeute et « collectifs » armés populaires, police criminelle

et gangsters... ; les seconds, grâce à l'avortement opportun de la réforme judiciaire lancée en 1999, résultant à ce que près des deux tiers des juges n'ont jamais été titularisés, restant donc amovibles à merci. Partant, des angles morts jamais élucidés, du coup d'État d'avril 2002 (que Chávez a délibérément laissé couler) à l'incarcération – *ad infinitum* – du héros du contrecoup militaire-populaire après son soutien au « non » de 2007 (le général Raúl Baduel), en passant par le licenciement de quelque 18 000 grévistes de PDVSA et la discrimination à l'embauche dans le public des pétitionnaires prorévocatoire de 2004¹⁰, l'état de la justice pré-« socialiste » ne présageait rien de bon pour la suite.

Ainsi, l'actuel double processus de paupérisation à marche forcée et de fuite en avant autoritaire constitue bien un legs de Chávez. Voire son legs tout court, s'il n'avait remis au goût du jour la lutte contre la misère du monde. Un credo toutefois amalgamé, dans la vision néo-millénariste du prophète apparu en 1992 au cours d'un putsch militaro-civil censé conjurer

¹⁰ 20 % du corps électoral sont requis. Les listes du CNE ont fuité et été mises en ligne (et dans des logiciels dédiés).

la répression (militaire) des grandes émeutes anti-austéritaires de 1989 (*Caracazo*)¹¹, avec l'extension du domaine de son Église via la distribution discrétionnaire – et profondément inégalitaire –, du butin sur lequel il a mis la main : la plus formidable ingestion de pétrodollars jamais enregistrée dans le pays, à savoir quelque mille milliards de dollars, dont près de la moitié ont été soustraits au Trésor public. Élu en 1998 à la tête d'une coalition de gauche sur la promesse de redémocratisation d'un jeune pétro-État providence en crise aiguë, Chávez en aura précipité la décomposition tous azimuts, avant que Maduro ne la parachève. Si d'aucuns concèdent aujourd'hui que le Venezuela, ex-phare de la gauche globale, est la tête de pont d'une dynamique d'effondrement autrement concrète et globalisée et parlent à juste titre de dystopie, le fait est qu'il était tout à la fois l'un et l'autre bien avant que ce lexique ne devienne à la

mode. Et sauf à vouloir fuir toute introspection critique ou flatter l'équivalence boiteuse entre dédémocratisation et « fascisation » (plus utile pour mobiliser que pour penser), l'on ne saurait séparer ce devenir matériel de celui du régime politique, pas plus que de la novlangue qui l'enrobe. Là où le devenir dystopique de la France pseudo-social-libérale s'illustre par un président qui clame, en bon orwellien, qu'« on ne peut pas parler de violence policière dans un État de droit », au Venezuela, où l'on a plus d'une longueur d'avance en la matière, c'est le patrimoine de la gauche tout entière (le meilleur comme le pire) qui a été mis au service d'un autoritarisme *sui generis*, entre répression légale et clandestine du dissensus, contrôle biopolitique des pauvres et laissez-faire radical vis-à-vis de la prédation économique chez les fidèles. En prendre acte dissipera peut-être de nouveaux mirages... et désastres ultérieurs.

¹¹ Comptables respectivement d'une quarantaine et de plus d'un millier de morts.